

exceeds \$1,500 income (\$1,400 plus \$100 standard deduction).

The income base for low income earners will also be broader if we consider capital gains, recaptured depreciation, unemployment insurance benefits, fringe benefits, grants, scholarships, bursaries, etc. They will also be paying more taxes indirectly in the form of higher rents and other personal and productive inputs.

Considering the above and the rapidly increasing costs of education on property taxpayers, we strongly urge the committee to make the personal exemptions larger, give full consideration to the current tax structure and the ability-to-pay principle (not only at the federal level) and study the combined tax burden of all three levels of government.

4. Family Allowance and Deductions for Dependents

The White Paper states that "family allowance payments" and deductions for dependents from taxable income will not be changed because they are under review.

We believe the Carter Report had merit in suggesting that family allowances and other forms of transfer payments should be taken into income. By not including family allowances in the recipients' income for tax purposes, families in the high marginal tax bracket benefit more than those taxpayers in the low marginal tax bracket. At the same time the government is giving costly transfer payments to people who do not need them and no portion of the payment is returned in the form of taxation. In accordance with our concept of ability to pay we recommend that a tax credit be allowed on all family allowances.

The standard deductions of \$300 and \$550 for dependents also provides a greater value of exemption to the taxpayer in the higher marginal tax rate bracket. By using a tax credit in place of the standard deduction, all taxpayers would benefit by the same amount. The present exemption provides an allowance which increases in value as income increases.

We recommend that a tax credit system to cover family allowance and deductions should be employed. Such a system would not increase the tax burden on families with taxable incomes up to \$7,000 but would reverse the burden on families with incomes over

revenu d'un individu à partir du premier dollar qu'il gagne en plus de son revenu minimal de \$1,500 (l'exemption de \$1,400 plus l'exemption uniforme de \$100).

L'assiette fiscale pour les contribuables à faible revenu s'élargira par ailleurs si on compte les gains de capital, l'amortissement récupéré, les allocations d'assurance-chômage, les avantages sociaux, les subventions, les bourses d'études, etc... Ils paieront plus d'impôts indirects sous la forme de loyers plus élevés et d'autres investissements personnels et productifs.

Compte tenu de ce qui précède ainsi que de l'augmentation rapide du coût de l'éducation pour les propriétaires, nous espérons fortement voir le gouvernement augmenter les exemptions personnelles, accorder sa pleine considération au régime fiscal actuel ainsi qu'à la faculté constructive du contribuable (pas seulement au niveau fédéral) et étudier le fardeau fiscal imposé par les trois niveaux de gouvernement.

4. Les allocations familiales et les déductions pour personnes à charge

Le Livre blanc déclare que les «paiements d'allocations familiales» ainsi que les déductions pour personnes à charge du revenu imposable, ne subiront aucune modification parce qu'ils sont à l'étude.

Nous croyons que le rapport Carter a eu raison de suggérer que les allocations familiales et les autres formes de paiements de transfert devraient être intégrées au revenu. En excluant les allocations familiales de leur revenu, les contribuables à revenu élevé, en tirent encore une fois plus d'avantages que les contribuables à faible revenu. En effet, le gouvernement offre à ses frais des paiements de transfert à des gens qui n'en ont pas besoin et il n'en retire absolument rien sous forme d'impôt. Nous recommandons, en accord avec notre concept de faculté contributive, qu'on alloue des crédits d'impôts à la place de toutes les allocations familiales.

Les déductions uniformes de \$300 et de \$550 pour les personnes à charge sont-elles aussi plus avantageuses pour le contribuable à revenu élevé. Si l'on substituait un crédit d'impôt à la déduction uniforme, tous les contribuables bénéficieraient du même montant d'exemption. L'exemption actuelle fournit une allocation qui augmente en valeur à mesure que le revenu augmente.

Nous recommandons la substitution d'un système de crédits d'impôts aux allocations familiales et aux déductions. Un tel système n'alourdirait pas le fardeau fiscal des familles dont le revenu s'élève jusqu'à \$7,000, mais produirait l'effet contraire sur les familles